



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

"Balance ton maire"

Question au Gouvernement n° 1262

Texte de la question

#BALANCETONMAIRE

M. le président. La parole est à M. Luc Carvounas, pour le groupe Socialistes et apparentés.

M. Luc Carvounas. Madame la ministre de la cohésion des territoires,...

M. Fabien Di Filippo. Dites plutôt : madame la fossoyeuse des territoires !

M. Luc Carvounas. ...vous avez été nommée ce matin pour renouer les liens avec les collectivités territoriales. Je vais vous en donner l'occasion.

L'Association des maires de France, de très nombreux élus locaux et de nombreux parlementaires – dont nous sommes – attendent toujours les excuses publiques du Gouvernement. Ce n'est pourtant pas très compliqué !

Plusieurs députés du groupe LR . C'est Darmanin qui doit répondre !

M. Luc Carvounas. Nous demandons des excuses en raison de la campagne de communication baptisée #BalanceTonMaire. (*Applaudissements sur les bancs des groupes SOC et LR.*)

Mes chers collègues, qu'est-ce que c'est que #BalanceTonMaire ?

M. Christian Jacob. C'est une saloperie de Darmanin !

M. Luc Carvounas. C'est un hashtag Twitter – en français : un mot-dièse – complaisamment relayé par la Team Macron, c'est-à-dire par les salariés de M. Castaner, nouveau ministre de l'intérieur, qui ne cessent de dénigrer nos maires, ces hommes et ces femmes qui se battent au quotidien. Vous prétendez être le rempart face au populisme. Mais ce que vous êtes en train de faire, c'est précisément du populisme : une campagne de dénigrement poujadiste, suivant le vieux mot d'ordre : « Sortez les sortants ! » (*Applaudissements sur les bancs des groupes SOC, LR et GDR et sur plusieurs bancs du groupe FI.*)

Pourquoi cela ? Parce qu'un tiers de vos ministres, au lieu de travailler pour les Françaises et les Français, se projettent dans la campagne pour les élections municipales – je pense notamment à Benjamin Griveaux, qui vise la mairie de Paris. (Exclamations sur les bancs du groupe LaREM.)

M. Benjamin Griveaux, secrétaire d'État auprès du Premier ministre, porte-parole du Gouvernement.
Merci de penser à moi !

M. Fabien Di Filippo. M. Mahjoubi n'est pas d'accord !

M. Luc Carvounas. *Que font-ils, sinon attaquer les maires en place, au motif que ceux-ci sont de droite ou de gauche, mais pas de droite et de gauche à la fois, ce qui vous dérange ? Ce n'est pas vraiment l'augmentation de la fiscalité locale qui est en cause : elle ne concerne que 15 % des collectivités. Au passage, je signale que le taux de taxe d'habitation de la ville du Havre, à 19,84 %, est l'un des plus importants.*

Ma question est simple : présenterez-vous, oui ou non, des excuses publiques aux maires qui, comme dans l'Aude, se battent au quotidien ? Voilà ce que nous voulons ! Arrêtez le dénigrement, soyez respectueux de ceux qui sont le premier guichet républicain. (Applaudissements sur les bancs des groupes SOC, LR et GDR et sur plusieurs bancs du groupe FI. – Exclamations sur les bancs des groupes LaREM et MODEM.)

M. le président. *La parole est à Mme la ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales.*

Mme Jacqueline Gourault, *ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales. Monsieur le député, comme vous le savez, j'ai été maire pendant vingt-cinq années...*

Un député du groupe LR . *Vous auriez dû le rester !*

Mme Jacqueline Gourault, *ministreet je n'aime pas les amalgames douteux. (« Justement ! » sur plusieurs bancs des groupes SOC et LR.) Ce n'est pas ma méthode, et je n'accepte pas ces pratiques que le Gouvernement ne saurait cautionner. (Applaudissements sur plusieurs bancs des groupes MODEM et LaREM. – Exclamations sur les bancs des groupes SOC et LR, et sur plusieurs bancs du groupe GDR.)*

Plusieurs députés du groupe LR . *Dites-le à Darmanin !*

M. le président. *S'il vous plaît, chers collègues, écoutez madame Gourault !*

Mme Jacqueline Gourault, *ministre . Deuxièmement, comme cela a été rappelé à l'instant, les communes ont la liberté de fixer le taux de certaines taxes – c'est une des libertés locales. Les maires ont donc agi en connaissance de cause. Quant à la suppression de la taxe d'habitation, c'était un engagement de campagne du Président de la République : chacun a pris ses responsabilités.*

Enfin, troisièmement, quand on attaque un maire, on attaque la République ; quand on attaque les députés, on attaque la République ; quand on attaque le Gouvernement, on attaque la République. (Applaudissements sur les bancs des groupes MODEM et LaREM. – Vives exclamations sur les bancs des groupes SOC et LR, et sur plusieurs bancs des groupes GDR et FI.)

Pour finir, monsieur Carvounas, vous prêtez à certains membres du Gouvernement l'intention de faire de la politique. Je vous ai connu sénateur, avec des ambitions, notamment celle de vous présenter aux élections législatives : vous avez été élu. C'est la loi du genre...

Mme Valérie Beauvais. *Cela n'a rien à voir !*

M. Luc Carvounas et M. Régis Juanico . *Quel est le rapport ?*

Mme Jacqueline Gourault, *ministre . Je fais comme vous : je mélange un peu les sujets ! (Applaudissements sur les bancs des groupes MODEM et LaREM.)*

M. Fabien Di Filippo. *Elle est encore moins crédible qu'avant !*

Données clés

Auteur : [M. Luc Carvounas](#)

Circonscription : Val-de-Marne (9^e circonscription) - Socialistes et apparentés

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1262

Rubrique : Communes

Ministère interrogé : Cohésion des territoires et relations avec les collectivités territoriales

Ministère attributaire : Cohésion des territoires et relations avec les collectivités territoriales

Date(s) clé(e)s

Question publiée au JO le : [17 octobre 2018](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du [17 octobre 2018](#)